



ENTREPRENEURIAT INCLUSIF EN RDC FACE AUX FRACTURES MONDIALES, AUX INNOVATIONS INCLUSIVES ET AUX PARADOXES STRUCTURELS : RÔLE MODÉRATEUR DE LA GOUVERNANCE MULTI-ACTEURS DANS UNE PERSPECTIVE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

[Étapes de traitement de l'article]

Date de soumission : 13-10-2025 / Date de retour d'instruction : 29-10-2025 / Date de publication : 12-12-2025

Jean KILAURI BITUBI

Université Pédagogique Nationale (UPN), Kinshasa (RDC)

jeankilauri@gmail.com

Résumé : Cet article analyse l'entrepreneuriat inclusif en République Démocratique du Congo à travers un cadre conceptuel articulante fractures mondiales, innovations inclusives, paradoxes structurels et gouvernance multi-acteurs. L'étude repose sur un échantillonnage probabiliste auprès des PME du Nord-Kivu, précédé d'un pré-test pour ajuster l'outil. La fiabilité a été confirmée par l'alpha de Cronbach, tandis que l'AFE et l'AFC ont validé la structure des construits. Le Modèle d'Équations Structurelles (SEM) a permis d'évaluer les relations entre variables. Les résultats confirment que fractures et paradoxes freinent l'inclusion, tandis qu'innovations et gouvernance la renforcent, avec des effets différenciés. Toutefois, l'étude reste limitée par sa focale territoriale (Nord-Kivu) et la transversalité des données. Ces résultats soulignent l'importance d'une gouvernance multi-acteurs robuste et d'innovations contextualisées pour stimuler l'entrepreneuriat inclusif.

Mots-clés : Entrepreneuriat inclusif, fractures mondiales, innovations inclusives, paradoxes structurels, gouvernance multi-acteurs.

INCLUSIVE ENTREPRENEURSHIP IN THE DRC : THE MODERATING ROLE OF MULTI-STAKEHOLDER GOVERNANCE IN THE EFFECTS OF GLOBAL FRACTURES, INCLUSIVE INNOVATIONS, AND STRUCTURAL PARADOXES FROM A SUSTAINABLE DEVELOPMENT PERSPECTIVE

Abstract : This article examines inclusive entrepreneurship in the Democratic Republic of Congo through a conceptual framework that integrates global fractures, inclusive innovations, structural paradoxes, and multi-actor governance. The study is based on a probabilistic sampling of SMEs in North Kivu, preceded by a pre-test to refine the survey instrument. Reliability was confirmed using Cronbach's alpha, while Exploratory Factor Analysis (EFA) and Confirmatory Factor Analysis (CFA) validated the construct structure. Structural Equation Modeling (SEM) was employed to assess the relationships among variables. Findings confirm that fractures and paradoxes constrain inclusion, whereas innovations and governance strengthen it, with differentiated effects. However, the study is limited by its territorial focus (North Kivu) and the cross-sectional nature of the data. Overall, the results highlight the importance of robust multi-actor governance and context-specific innovations to foster inclusive entrepreneurship.

Keywords : Inclusive entrepreneurship, global fractures, inclusive innovations, structural paradoxes, multi-actor governance.

Introduction

Depuis deux décennies, l'entrepreneuriat est présenté comme une réponse centrale aux mutations économiques et sociales qui traversent le monde contemporain. Dans un contexte où la mondialisation s'accompagne de transformations technologiques rapides, d'instabilités géopolitiques récurrentes et d'inégalités persistantes, la notion d'entrepreneuriat inclusif s'impose progressivement comme un paradigme incontournable. Elle ne se limite pas à la création d'activités économiques, mais vise surtout à intégrer dans le circuit productif et financier les populations traditionnellement marginalisées, telles que les femmes, les jeunes et les communautés rurales, afin de favoriser une croissance partagée et durable (Sarkar, 2021). Cette perspective s'inscrit directement dans la dynamique des Objectifs de Développement Durable des Nations Unies, qui soulignent la nécessité de réduire les fractures sociales tout en promouvant l'innovation responsable (ONU, 2015).

Néanmoins, la mise en œuvre de cet entrepreneuriat inclusif se heurte à des fractures mondiales persistantes. L'accès différencié aux financements, aux savoirs et aux technologies continue de creuser l'écart entre le Nord et le Sud, mais aussi entre les territoires urbains et ruraux au sein des pays en développement (Naudé, 2010). Par ailleurs, la diffusion de modèles entrepreneuriaux standardisés, inspirés de la Silicon Valley et centrés sur l'hypercroissance financée par le capital-risque, apparaît peu compatible avec des environnements caractérisés par la précarité institutionnelle, l'informalité et l'instabilité politique (Bruton, Ahlstrom & Obloj, 2008). Ces contradictions nourrissent des paradoxes structurels où abondance et pénurie se côtoient, où la richesse en ressources naturelles va de pair avec la pauvreté extrême, et où l'injonction à entreprendre se heurte à un déficit criant d'infrastructures et de gouvernance.

L'entrepreneuriat inclusif évolue ainsi dans un champ marqué par des tensions dialectiques permanentes : inclusion et exclusion, innovation et fragilité, croissance et dépendance. La République Démocratique du Congo illustre bien ces tensions. Dotée d'une population jeune, d'abondantes ressources naturelles et d'une dynamique entrepreneuriale émergente, elle recèle un potentiel considérable. Mais ces atouts s'accompagnent de défis majeurs tels que la pauvreté endémique, la fragilité institutionnelle, des infrastructures déficientes et une dépendance aux exportations primaires (Nzongola-Ntalaja, 2013). Ces contraintes, loin de paralyser totalement l'initiative économique, stimulent parfois des formes originales de créativité : innovations frugales, coopératives agricoles modernisées, fintech favorisant l'inclusion financière et start-ups numériques ancrées à Kinshasa, Goma, et Lubumbashi (Radjou, Prabhu & Ahuja, 2012 ; World Bank, 2020). Ces innovations inclusives constituent autant de leviers permettant de contourner les limites structurelles et d'esquisser de nouvelles trajectoires de développement.

Or, l'impact de ces innovations et la manière dont elles transforment les fractures et paradoxes dépendent largement de la qualité de la gouvernance multi-acteurs. En effet, l'articulation entre l'État, le secteur privé, les organisations de la société civile, les acteurs communautaires et les partenaires internationaux constitue un facteur déterminant dans la réussite ou l'échec des dynamiques inclusives (Acemoglu & Robinson, 2012). Là où les institutions publiques sont fragiles, la



gouvernance collaborative peut offrir une alternative par des mécanismes de co-régulation, de mutualisation des ressources et de légitimation sociale. Dans le cas de la RDC, la capacité à fédérer ces différents acteurs autour d'une vision commune modère significativement l'impact des fractures mondiales, des paradoxes structurels et des innovations locales sur l'entrepreneuriat inclusif. Autrement dit, la gouvernance multi-acteurs joue un rôle de médiation entre contraintes globales et potentialités locales, en influençant directement la durabilité des initiatives entrepreneuriales.

Cependant, la recherche scientifique reste en retrait sur ces dynamiques. La littérature existante sur l'entrepreneuriat en Afrique demeure largement polarisée sur les aspects macroéconomiques ou institutionnels (George, Kotha, Parikh, Alnuaimi & Bahaj, 2016), tandis que les approches dominantes tendent à importer des modèles occidentaux sans suffisamment valoriser les logiques communautaires, l'économie informelle et la créativité endogène propres au contexte congolais (Léonard, 2019). Il en résulte un manque théorique et empirique pour comprendre comment les fractures globales, les innovations inclusives, les paradoxes structurels et la gouvernance multi-acteurs interagissent autour de l'entrepreneuriat inclusif.

C'est précisément ce vide que la présente étude se propose de combler. En analysant les effets différenciés des fractures mondiales, des innovations inclusives et des paradoxes structurels sur l'entrepreneuriat inclusif, elle ambitionne de mettre en lumière le rôle modérateur de la gouvernance multi-acteurs dans le contexte congolais. Cette recherche vise ainsi trois contributions majeures. Sur le plan théorique, elle enrichit la compréhension de l'entrepreneuriat inclusif en l'articulant aux fractures globales, aux paradoxes structurels et à la gouvernance collaborative dans un environnement en développement. Sur le plan empirique, elle documente les pratiques entrepreneuriales congolaises, notamment dans le Nord-Kivu, en tant que terrain d'observation privilégié des tensions entre vulnérabilité et résilience. Enfin, sur le plan pratique et politique, elle propose des pistes d'action pour les décideurs publics, les investisseurs et les institutions éducatives afin de renforcer un écosystème entrepreneurial plus inclusif et durable.

Cette réflexion s'inscrit dans le prolongement des travaux de Bruton et ses collègues (2015), qui considèrent l'entrepreneuriat comme une réponse potentielle aux « grands défis » contemporains. Par ses contrastes et ses ressources, la RDC apparaît ainsi comme un laboratoire vivant d'innovations inclusives, offrant au monde des enseignements transférables à d'autres contextes marqués par la fragilité et la marginalisation. Ainsi, l'article considère à la fois les effets directs des fractures mondiales, des innovations inclusives, des paradoxes structurels et de la gouvernance multi-acteurs sur l'entrepreneuriat inclusif, ainsi que le rôle modérateur de cette dernière dans le contexte congolais.

Hormis l'introduction et la conclusion, cet article explore l'entrepreneuriat inclusif à travers quatre moments clés : un cadre théorique nourri d'hypothèses, une méthodologie rigoureuse explicitant le dispositif empirique, une analyse des résultats mettant en lumière dynamiques et contrastes, et une discussion critique reliant faits, théories et implications concrètes, ouvrant sur de nouvelles perspectives d'action et de recherche.

1. Cadre théorique et élaboration des hypothèses

Ce cadre théorique clarifie les concepts clés, identifie les déterminants de l'entrepreneuriat inclusif et précise le rôle modérateur de la gouvernance multi-acteurs, établissant ainsi la base nécessaire à l'élaboration et la formulation rigoureuse des hypothèses de recherche.

1.1. Définition des concepts

Les fractures mondiales se déclinent en fractures d'accès au financement, qui restreignent la mobilisation des ressources dans des environnements où le crédit reste coûteux (Naudé, 2010; Beck et al., 2011), en fractures de compétences et de formation, révélant l'inadéquation éducative aux besoins économiques (Stiglitz, 2017), et en fractures technologiques, accentuant les inégalités d'accès aux infrastructures numériques et à l'innovation (Asongu & Odhiambo, 2020). Pour atténuer ces contraintes, les innovations inclusives visent à développer des solutions frugales et équitables intégrant les populations marginalisées (George, McGahan & Prabhu, 2012; Van Beers & Zwart, 2019). Cependant, ces dynamiques se heurtent aux paradoxes structurels liés à la malédiction des ressources et à la faiblesse institutionnelle (Lewis, 1954; Acemoglu & Robinson, 2012). La gouvernance multi-acteurs (Ostrom, 2010) constitue alors un levier essentiel pour renforcer un entrepreneuriat inclusif, moteur d'équité et de durabilité (OCDE, 2019).

1.2. Déterminants et dynamiques de l'entrepreneuriat inclusif

1.2.1. Fractures mondiales et entrepreneuriat inclusif

Les fractures mondiales, qu'elles soient financières, technologiques ou liées aux compétences, traduisent des déséquilibres structurels persistants qui limitent l'accès au capital, aux infrastructures et aux savoirs, frappant plus durement les pays à faibles revenus. Stiglitz (2017) observe que la mondialisation, en l'absence d'institutions solides, tend à amplifier ces inégalités, tandis que Naudé (2010) montre que les PME et entrepreneurs marginalisés subissent de plein fouet le poids d'un crédit onéreux, d'une connectivité restreinte et d'une formation inadéquate. Or, dans la perspective schumpétérienne (1934/2008), l'innovation constitue un moteur du développement, mais elle est tributaire des conditions initiales, ce qui explique que ces fractures entravent la capacité d'innover et renforcent les écarts entre acteurs insérés dans les dynamiques mondiales et ceux qui en restent exclus. Dans le contexte africain, les travaux d'Asongu et Odhiambo (2020) et de Beck et al. (2011) confirment que la gouvernance institutionnelle et l'accès au financement conditionnent directement la possibilité de promouvoir un entrepreneuriat inclusif.

1.2.2. Innovations inclusives comme levier d'inclusion

L'innovation inclusive regroupe les technologies, services et modèles d'affaires qui visent simultanément la rentabilité économique et l'accès élargi aux populations marginalisées. Schumpeter (1934/2008) avait déjà placé l'entrepreneur innovateur au cœur de la « destruction créatrice », moteur de transformation structurelle et d'ouverture de nouvelles opportunités. Aujourd'hui, cette dynamique se manifeste à



travers les fintech, les coopératives et les start-ups adaptatives qui proposent des solutions locales comme les paiements mobiles, le microcrédit, l'agriculture numérique ou les énergies renouvelables accessibles. Dans le contexte africain, ces innovations répondent aux contraintes de ressources et aux besoins exprimés localement. Van Beers et Zwart (2019) soulignent que la frugal innovation permet de « faire plus avec moins », tandis que George, McGahan et Prabhu (2012) mettent en avant la création de valeur partagée via l'ingéniosité locale, l'adaptation culturelle et les réseaux communautaires, consolidant l'innovation inclusive comme levier majeur d'entrepreneuriat inclusif.

1.2.3. *Paradoxes structurels et leurs effets*

Les paradoxes structurels renvoient à des dynamiques où coexistent des forces opposées et souvent contradictoires : abondance de ressources naturelles face à une pauvreté persistante, potentiel d'innovation et de jeunesse face à des institutions fragiles, ouverture économique aux marchés mondiaux mais dépendance chronique aux exportations primaires. Lewis (1954) avait déjà montré que les économies basées sur les exportations de matières premières restent piégées dans un équilibre de sous-développement, malgré une apparente richesse. Dans le contexte africain, notamment en RDC, ces paradoxes se traduisent par une exploitation abondante des ressources minières et agricoles, combinée à des infrastructures défailtantes, une pauvreté élevée et une gouvernance insuffisante. Ces contradictions limitent la confiance des investisseurs, entravent la stabilité macroéconomique et freinent l'émergence d'un tissu entrepreneurial formel et inclusif. Collier et Goderis (2007) démontrent que la volatilité des rentes issues des ressources accroît la vulnérabilité des économies en développement, tandis que Acemoglu et Robinson (2012) rappellent que l'absence d'institutions inclusives transforme les atouts en « malédiction des ressources ». En conséquence, ces paradoxes structurels constituent un frein majeur à l'entrepreneuriat inclusif, en fragilisant la durabilité des innovations et l'intégration des populations marginalisées dans les dynamiques économiques.

1.2.4. *Gouvernance multi-acteurs : contribution directe*

La gouvernance multi-acteurs, entendue comme la coordination entre l'État, le secteur privé, la société civile, les communautés locales et les partenaires internationaux, s'impose aujourd'hui comme un pilier incontournable des dynamiques de développement inclusif. Ostrom (2010) a montré que la gestion collective et partagée des ressources renforce la résilience institutionnelle, réduit les asymétries de pouvoir et limite les effets pervers liés aux monopoles de décision. Dans le contexte africain, l'émergence de coalitions hybrides entre gouvernements, ONG, bailleurs et entrepreneurs a permis des avancées concrètes, qu'il s'agisse d'infrastructures de base, de régulations favorisant la finance numérique ou de dispositifs d'incubation d'entreprises locales. Des études empiriques récentes confirment que la qualité de la gouvernance accroît significativement les retombées positives de la digitalisation, notamment sur l'inclusion financière et l'autonomisation des populations marginalisées (Asongu & Odhiambo, 2020; Kyem & Asante, 2021). En RDC, l'enjeu est de transformer cette approche collaborative en levier stratégique pour dynamiser l'entrepreneuriat inclusif.

1.3. Gouvernance multi-acteurs comme variable modératrice de l'entrepreneuriat inclusif

1.3.1. Gouvernance multi-acteurs entre fractures mondiales et entrepreneuriat inclusif

L'effet modérateur de la gouvernance multi-acteurs traduit sa capacité à atténuer ou à amplifier l'influence des fractures mondiales sur l'entrepreneuriat inclusif. Théoriquement, les approches de la gouvernance adaptative (Folke et al., 2005), la théorie institutionnelle (North, 1990) et les travaux sur les cadres réglementaires soulignent que des institutions transparentes, responsables et ouvertes à la participation de multiples acteurs limitent les effets délétères des inégalités structurelles et de la dépendance mondiale. Empiriquement, des recherches récentes montrent que la qualité institutionnelle renforce positivement la relation entre innovations financières numériques et inclusion, confirmant que de bonnes institutions amplifient les effets bénéfiques de l'innovation (Ozili, 2018; Asongu & Odhiambo, 2020). Dans le contexte congolais, la gouvernance multi-acteurs pourrait ainsi amortir l'impact négatif des fractures mondiales en créant un environnement plus stable et propice à l'essor entrepreneurial.

1.3.2. Gouvernance multi-acteurs entre innovations inclusives et entrepreneuriat inclusif

Les innovations inclusives, qu'elles soient technologiques, organisationnelles ou sociales, ne génèrent pas automatiquement des effets positifs sans un environnement institutionnel et réglementaire favorable. Déjà, Schumpeter (1934/2008) soulignait que l'entrepreneur innovateur ne peut transformer ses idées en croissance que si un cadre institutionnel, des règles claires et un soutien organisationnel accompagnent la diffusion de l'innovation. Les travaux sur l'innovation frugale confirment que la mise en place de politiques publiques adaptées, d'infrastructures minimales et de régulations légitimes accroît considérablement l'impact des innovations dans les contextes émergents (Bhatti et al., 2018). Empiriquement, plusieurs études sur la FinTech en Afrique subsaharienne montrent que l'adoption de solutions numériques produit des effets plus marqués sur l'inclusion lorsqu'elle s'inscrit dans des environnements dotés de régulations claires, de dispositifs de protection des consommateurs et de mécanismes de transparence (Ozili, 2018; World Bank, 2020). Ainsi, la gouvernance multi-acteurs, en mobilisant régulateurs, entreprises et société civile, constitue un levier pour maximiser l'effet positif des innovations inclusives.

1.3.3. Gouvernance multi-acteurs entre paradoxes structurels et entrepreneuriat inclusif

Les paradoxes structurels (faiblesse institutionnelle, pauvreté généralisée, dépendance aux exportations primaires) constituent des freins majeurs à l'entrepreneuriat inclusif. Ils alimentent la précarité, l'instabilité et l'extraversion économique, limitant ainsi la capacité des entrepreneurs à innover durablement. Toutefois, la théorie de la gouvernance polycentrique (Ostrom, 2010) suggère que des arrangements multi-acteurs, combinant État, secteur privé, société civile et partenaires extérieurs, peuvent instaurer des mécanismes de transparence, de responsabilité et de coopération réduisant l'impact de ces contraintes. Empiriquement, des recherches en

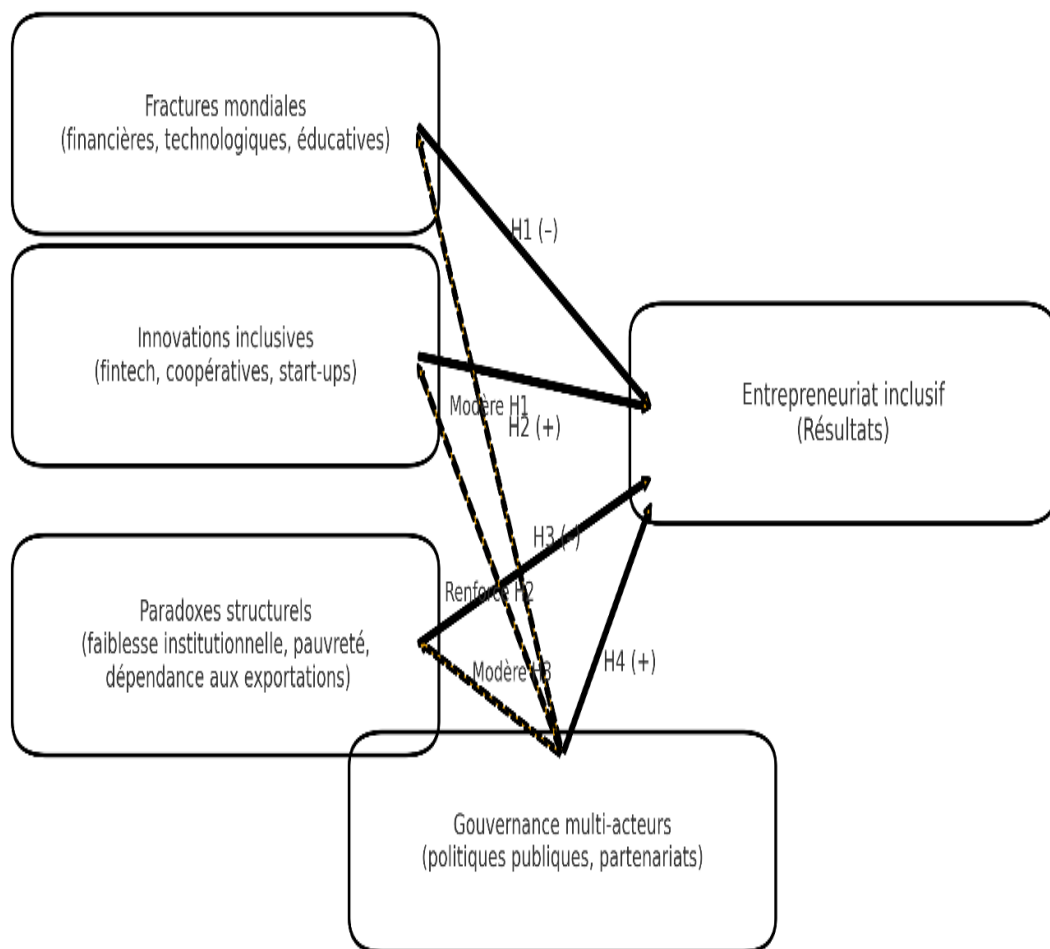


Afrique subsaharienne montrent que la qualité de la gouvernance module les effets négatifs de l'exclusion technologique et des infrastructures inégales, en favorisant l'inclusion financière grâce à l'internet et aux technologies numériques (Asongu & Nwachukwu, 2017). De même, dans le domaine des technologies financières, une régulation claire et des institutions solides limitent les dérives des marchés mal encadrés (Ozili, 2018). Ainsi, la gouvernance multi-acteurs peut agir comme un amortisseur, réduisant les effets pervers des paradoxes structurels sur l'entrepreneuriat inclusif.

1.4. Modèle conceptuel

Ce modèle conceptuel illustre les déterminants et interactions clés favorisant l'entrepreneuriat inclusif en RDC.

Figure 1. Modèle conceptuel



En résumé, ce cadre théorique propose une vision intégrée des déterminants de l'entrepreneuriat inclusif en RDC. Schumpeter (1934/2008) fournit le socle de la théorie de l'innovation, Stiglitz éclaire les fractures mondiales, Lewis rend compte des paradoxes structurels, et Ostrom met en lumière le pouvoir de la gouvernance collective. Les hypothèses H1 à H7 couvrent les effets directs (fractures, innovations, paradoxes, gouvernance) et les modérations nécessaires (comment la gouvernance multi-acteurs interagit avec fractures, innovations, paradoxes) pour comprendre quand et comment l'entrepreneuriat inclusif se réalise. Ce modèle permet de guider l'analyse empirique afin non seulement d'identifier les relations, mais aussi de

proposer des interventions politiques, institutionnelles ou locales pour renforcer l'inclusion dans l'entrepreneuriat dans un contexte national concret comme celui de la RDC.

2. Méthodologie

2.1. Échantillon et collecte des données

La démarche méthodologique adoptée est transversale, hypothético-déductive et positiviste, ce qui permet de mettre à l'épreuve empiriquement les hypothèses de recherche et d'assurer une validité scientifique conforme aux standards internationaux (Saunders, Lewis & Thornhill, 2019). L'enquête a été administrée par questionnaire auprès de 2000 PME, retenues selon un critère d'éligibilité précis : l'utilisation d'au moins un outil de gestion, indicateur de pratiques organisationnelles minimales et de capacité d'intégrer des dynamiques entrepreneuriales structurées. Afin d'assurer la pertinence et l'adéquation contextuelle du questionnaire, un pré-test a été conduit auprès de 30 entrepreneurs du Nord-Kivu.

L'étude porte sur la province du Nord-Kivu, en République Démocratique du Congo, dont le rôle économique est stratégique, tant par sa position transfrontalière que par la densité de son tissu entrepreneurial, malgré un contexte sécuritaire et institutionnel instable (International Crisis Group, 2020 ; Banque mondiale, 2021). Selon l'Inspection Provinciale des Petites et Moyennes Entreprises et Artisanats (IPMEA/N-K, 2023), cette province compte environ 16 209 PME, confirmant leur importance pour la résilience économique et sociale. Sur les 2000 questionnaires distribués, 1243 ont été jugés exploitables, soit un taux de réponse de 62,15 %, considéré comme satisfaisant dans la littérature sur la recherche en sciences de gestion menée en environnements fragiles (Baruch & Holtom, 2008).

2.2. Mesure des variables et techniques de traitement des données

Dans cette recherche, cinq variables structurent l'analyse de l'entrepreneuriat inclusif en République Démocratique du Congo : les fractures mondiales (FMF, FMC, FMT), les paradoxes structurels (PS), les innovations inclusives (II), la gouvernance multi-acteurs (GOV) et l'entrepreneuriat inclusif (EI). Les fractures mondiales se déclinent en fractures d'accès au financement (FMF), fractures de compétences/formation (FMC) et fractures technologiques (FMT), traduisant les contraintes liées au crédit, aux compétences entrepreneuriales insuffisantes et aux limites technologiques, conformément aux apports de Naudé (2010) et d'Acemoglu et Robinson (2012). Les paradoxes structurels (PS) concernent la pauvreté persistante, la faiblesse institutionnelle et la dépendance économique, en référence à Collier (2007) et Easterly (2006). Les innovations inclusives (II) évaluent la capacité des organisations à concevoir des solutions frugales, accessibles et co-construites avec les communautés, sur la base de Radjou, Prabhu et Ahuja (2012) et de Christensen et al. (2006). La gouvernance multi-acteurs (GOV) mesure la coordination institutionnelle, la clarté des politiques publiques et la redevabilité, en cohérence avec George et al. (2016) et Isenberg (2011). Enfin, l'entrepreneuriat inclusif (EI), variable dépendante, repose sur une échelle inspirée de Delaney et Huselid (1996), intégrant la création d'emplois pour les jeunes et les femmes, l'amélioration des revenus et l'accès aux services essentiels.

**Tableau 1. Corrélations de Pearson et significativités bilatérales entre fractures mondiales (FM), innovations inclusives (II), paradoxes structurels (PS), gouvernance multi-acteurs (GOV) et entrepreneuriat inclusif (EI)**

	FM	II	PS	GOV	EI
FM	1				
II	-0.142 (0.000)	1			
PS	0.019 (0.495)	-0.008 (0.770)	1		
GOV	-0.005 (0.852)	0.031 (0.272)	0.008 (0.767)	1	
EI	-0.344 (0.000)	0.367 (0.000)	-0.127 (0.000)	0.290 (0.000)	1

Source : Résultats de l'enquête issus de SPSS 20.0 $p < 0,01$ (bilatéral).

L'analyse corrélacionnelle révèle plusieurs liens significatifs entre les construits. Les fractures mondiales (FM) sont négativement corrélées à l'entrepreneuriat inclusif (EI) ($r = -0,344$; $p < 0,001$), illustrant l'effet contraignant des inégalités (Stiglitz, 2012). À l'inverse, les innovations inclusives (II) présentent une corrélation positive forte avec l'EI ($r = 0,367$; $p < 0,001$), confirmant leur rôle central dans la réduction des exclusions (George et al., 2012). La gouvernance multi-acteurs (GOV) entretient également une relation positive avec l'EI ($r = 0,290$; $p < 0,001$), tandis que les paradoxes structurels (PS) affichent une corrélation négative faible ($r = -0,127$; $p < 0,001$). Ces résultats soutiennent les hypothèses théoriques.

L'évaluation de la fiabilité interne par l'alpha de Cronbach montre des coefficients compris entre 0,833 et 0,857, indiquant une consistance interne satisfaisante à excellente. FMF (0,857), II (0,854) et GOV (0,849) présentent la meilleure homogénéité des items, tandis que FMC (0,848), PS (0,840) et EI (0,834) confirment leur stabilité. FMT (0,833) atteint également un niveau acceptable, supérieur au seuil de 0,70 recommandé par Nunnally (1978). Globalement, toutes les échelles affichent une fiabilité psychométrique robuste.

Après vérification de la fiabilité, des analyses factorielles exploratoires (AFE) ont été menées pour confirmer la validité des instruments. L'indice KMO, compris entre 0,724 et 0,874, indique une qualité d'échantillonnage de convenable à excellente, tandis que les tests de Bartlett, tous significatifs ($p < 0,001$), valident la pertinence des corrélations. L'analyse de la variance expliquée et des saturations factorielles confirme la structure dimensionnelle des construits. FMF explique 63,68 % de la variance (0,787–0,804), FMC 62,22 % (0,773–0,797) et FMT atteint 74,94 % avec des saturations très fortes (0,855–0,872), malgré un KMO plus modeste (0,724). II explique 63,08 % (0,789–0,805), PS 61,05 % (0,769–0,793), GOV 68,76 % avec des saturations élevées (0,824–0,832), et EI 66,77 % (0,804–0,826). Toutes les échelles sont unidimensionnelles, avec des saturations supérieures à 0,50 et des valeurs propres > 1 , attestant la validité et la cohérence interne des instruments.

Tableau 2. Résultats des analyses factorielles confirmatoires (AFC) des construits

Construits	Saturations factorielles	R ²	Indices d'ajustement
------------	--------------------------	----------------	----------------------

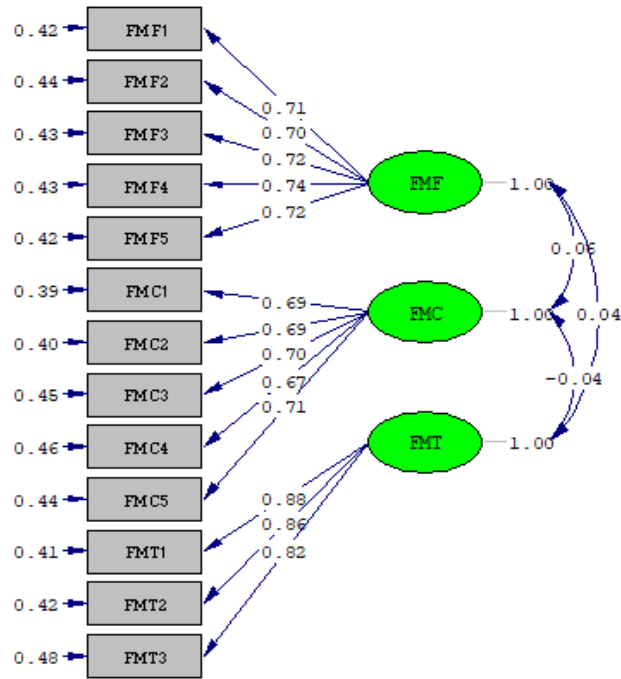
Fractures mondiales (FM = FMF, FMC, FMT)	0.67 - 0.88	> 0.50	$\chi^2(62) = 68.02, p = 0.28$; RMSEA = 0.009 ; CFI = 1.00 ; GFI = 0.99
Innovations inclusives (II)	0.71 - 0.73	> 0.50	$\chi^2 = 12.72, p = 0.026$; RMSEA = 0.035 ; CFI = 1.00 ; GFI = 1.00 ; SRMR = 0.012
Paradoxes structurels (PS)	0.66 - 0.71	Modérés (0.49-0.54)	$\chi^2 = 0.07, p = 0.97$; RMSEA = 0.000 ; CFI = 1.00 ; GFI = 1.00 ; SRMR = 0.001
Gouvernance multi-acteurs (GOV)	0.79-0.8	> 0.50	$\chi^2 = 0.07, p = 0.97$, RMSEA = 0.000, CFI = 1.00, GFI = 1.00, SRMR = 0.001
Entrepreneuriat inclusif (EI)	0.71 - 0.76	Modérés 0.52 - 0.58	$\chi^2 = 7.19, p = 0.027$; RMSEA = 0.046 ; CFI = 1.00 ; GFI = 1.00 ; SRMR = 0.011

Source : Résultats de l'enquête issus de LISREL 8.80.

Le tableau 2 présente les résultats des analyses factorielles confirmatoires (AFC) des construits retenus dans le modèle. Les saturations factorielles, toutes supérieures au seuil de 0,50, confirment la validité convergente des dimensions évaluées (Byrne, 2009). Les fractures mondiales (FM), déclinées en FMF, FMC et FMT, affichent des coefficients compris entre 0,67 et 0,88, avec une variance expliquée supérieure à 50 %, et des indices d'ajustement excellents (χ^2 non significatif, RMSEA = 0.009, CFI = 1.00). Les innovations inclusives (II) présentent également une bonne consistance interne ($\lambda = 0.71-0.73$; $R^2 > 0.50$), corroborée par un ajustement robuste. Les paradoxes structurels (PS) se distinguent par des saturations modérées mais significatives (0.66-0.71), tandis que la gouvernance multi-acteurs (GOV) et l'entrepreneuriat inclusif (EI) confirment une forte cohérence psychométrique, consolidant la pertinence des construits (Bagozzi & Yi, 2012 ; Hair et al., 2019).

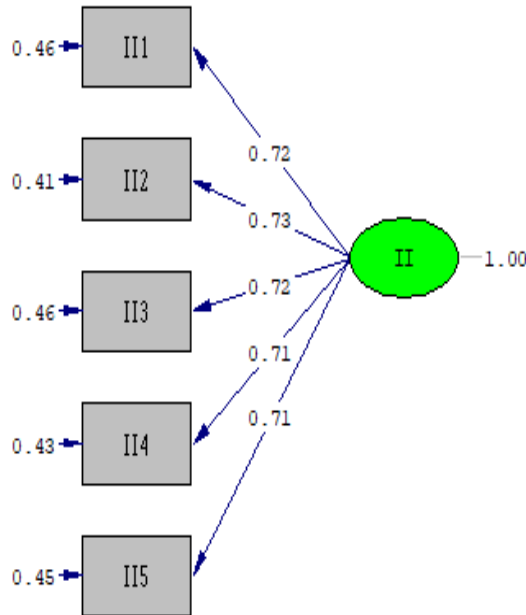


Figure 2. Modèle de mesure confirmatoire de l'entrepreneuriat inclusif testé



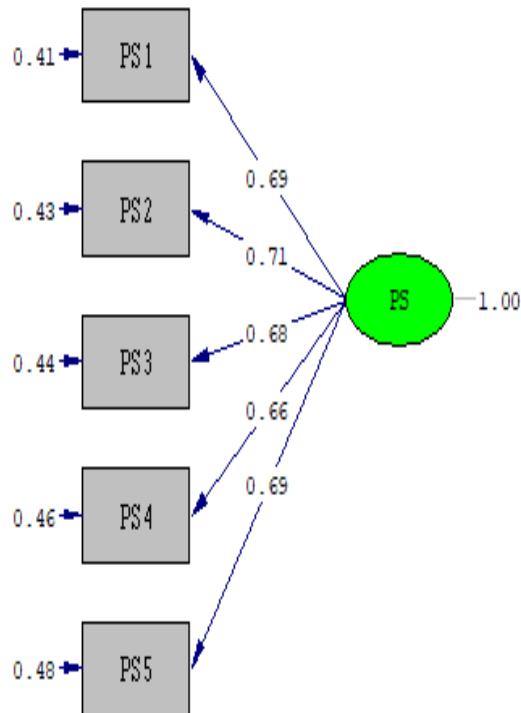
Chi-Square=68.02, df=62, P-value=0.27967, RMSEA=0.009

Figure 3. Modèle de mesure confirmatoire de l'innovations inclusives testé



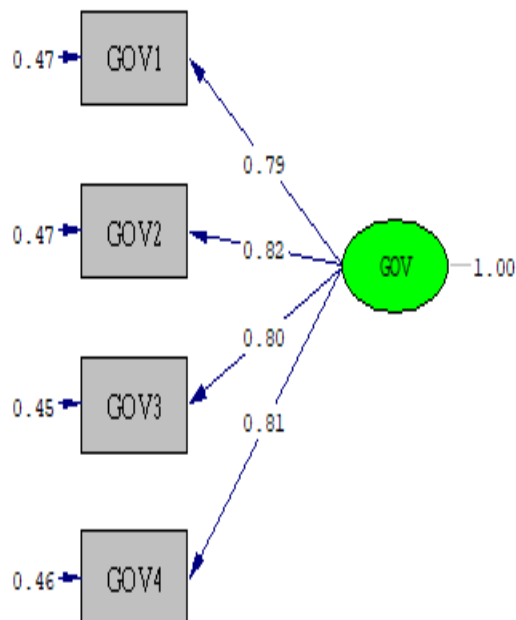
Chi-Square=12.72, df=5, P-value=0.02610, RMSEA=0.035

Figure 4. Modèle de mesure confirmatoire des paradoxes structurels testé



Chi-Square=9.45, df=5, P-value=0.09239, RMSEA=0.027

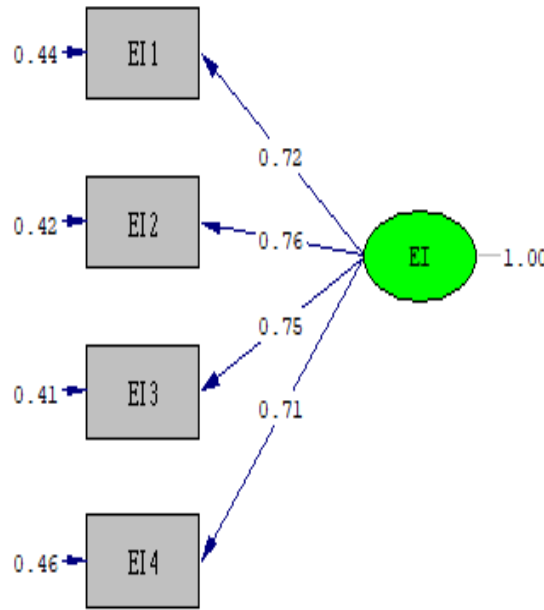
Figure 5. Modèle de mesure confirmatoire de la gouvernance multi-acteurs testé



Chi-Square=0.07, df=2, P-value=0.96728, RMSEA=0.000



Figure 6. Modèle de mesure confirmatoire de l'entrepreneuriat inclusif testé



Chi-Square=7.19, df=2, P-value=0.02746, RMSEA=0.046

Tableau 3. Fiabilité composite (CR) et variance moyenne extraite (AVE) des construits latents

Construct	CR	AVE
FMF	0.842	0.516
FMC	0.821	0.479
FMT	0.890	0.729
II	0.842	0.516
PS	0.816	0.471
GOV	0.880	0.648
EI	0.825	0.541

Source : Résultats de l'enquête issus de LISREL 8.80.

L'évaluation de la fiabilité et de la validité convergente des construits a été effectuée à l'aide de la fiabilité composite (CR) et de la variance moyenne extraite (AVE). Tous les coefficients CR dépassent le seuil de 0,70, confirmant la cohérence interne des items. Les valeurs s'étendent de 0,816 pour les paradoxes structurels (PS) à 0,890 pour la gestion financière de la trésorerie (FMT), témoignant de la stabilité des instruments de mesure. Quant à l'AVE, les construits FMF (0,516), FMT (0,729), II (0,516), GOV (0,648) et EI (0,541) atteignent le seuil de 0,50, attestant leur validité convergente. FMC (0,479) et PS (0,471) se situent légèrement en dessous, mais demeurent acceptables, leurs CR dépassant 0,70 conformément à Fornell et Larcker (1981). Globalement, les résultats valident la robustesse empirique du modèle.

L'analyse menée à l'aide de LISREL 8.80 sur un échantillon de 1243 individus propose un modèle structurel expliquant l'entrepreneuriat inclusif (EI) à partir de quatre déterminants. Les résultats révèlent que les innovations inclusives (II) ont un

impact positif et significatif ($\beta = 0,33$; $t = 13,22$; $p < 0,001$), confirmant leur rôle moteur dans la dynamique de l'inclusion. La gouvernance multi-acteurs (GOV) contribue également de manière positive ($\beta = 0,26$; $t = 11,84$; $p < 0,001$), soulignant l'importance des synergies institutionnelles et partenariales. À l'opposé, les paradoxes structurels (PS) influencent négativement EI ($\beta = -0,13$; $t = -5,14$; $p < 0,001$), tout comme les fractures mondiales (FM) qui exercent un effet contraignant marqué ($\beta = -0,49$; $t = -12,40$; $p < 0,001$). Le modèle obtenu explique ainsi 31 % de la variance d'EI, indiquant une contribution substantielle des variables retenues. Par ailleurs, en tant que modèle saturé ($\chi^2 = 0,00$; $p = 1,00$), il présente un ajustement parfait, apportant une validation statistique complète à la structure hypothétique testée.

3. Présentation et interprétation des résultats

3.1. Statistiques descriptives

Tableau 4 : Statistiques descriptives des variables et scores moyens d'entrepreneuriat inclusif (EI)

Variables	Détails (modalités)	N	%	Score moyen EI	Test global (p)
Genre	Homme	841	67,7	2,9337	t=7,55 ; p<0,001***
	Femme	402	32,3	2,5721	
Localisation	Urbain	841	67,7		$\chi^2=0,26$; p=0,613 (ns)
	Rural	402	32,3		
Secteur d'activité	Commerce	446	35,9	2,7920	F=3,58 ; p=0,007**
	Services	367	29,5	2,9128	
	Industrie	187	15,0	2,8316	
	Agricole	182	14,6	2,7651	
	Autre	61	4,9	2,5287	
Taille de l'entreprise	1-5 agents	632	50,8	2,7536	F=4,24 ; p=0,002**
	6-10 agents	268	21,6	2,7724	
	11-50 agents	226	18,2	2,9602	
	51-100 agents	81	6,5	2,9753	
	100+ agents	36	2,9	3,0000	
Âge	Moins de 3 ans	406	32,7	2,8571	F=0,88 ; p=0,473 (ns)
	3 -5 ans	390	31,4	2,7840	
	5-10 ans	257	20,7	2,8424	
	11-15 ans	133	10,7	2,7293	
	Plus 15 ans	57	4,6	2,8421	
Niveau d'études	D6	433	34,8	2,8360	F=0,62 ; p=0,649 (ns)
	Graduat	173	13,9	2,8555	
	Licence	131	10,5	2,7920	
	DEA/Master	120	9,7	2,8667	
	Sans niveau	386	31,1	2,7707	
Accès infrastructures (Heures accès)	Très mauvais accès	14	1,1	2,0893	F=9,88 ; p<0,001***



d'électricité/qualité Internet)	Mauvais accès	69	5,6	2,4638
	Accès limité	198	15,9	2,6187
	Accès moyen	357	28,7	2,8228
	Bon accès	360	29,0	2,8618
	Très bon accès	196	15,8	3,0459
	Excellent accès	49	3,9	3,0306

Source : Résultats de l'enquête issus de SPSS 20.0. * $p \leq 0,01$; ** $p \leq 0,05$; *** $p \leq 0,1$.

Les résultats descriptifs révèlent des contrastes intéressants. D'abord, le genre apparaît déterminant : les hommes présentent un score moyen d'entrepreneuriat inclusif (EI) significativement supérieur à celui des femmes (2,93 contre 2,57 ; $t=7,55$; $p < 0,001$), soulignant un écart persistant entre sexes. En revanche, la localisation (urbain/rural) n'exerce pas d'influence notable ($p=0,613$), ce qui suggère une certaine homogénéité spatiale dans les pratiques entrepreneuriales. Le secteur d'activité, quant à lui, marque une différence significative ($p=0,007$) : les services et l'industrie obtiennent des scores légèrement plus élevés, tandis que les activités agricoles et surtout la catégorie « autre » restent en retrait.

Concernant la taille des entreprises, les résultats sont parlants : les structures plus grandes (51-100 agents et 100+) affichent les meilleurs scores moyens (près de 3,00), confirmant l'effet positif de la masse critique et de l'organisation interne ($p=0,002$). L'âge de l'entreprise et le niveau d'éducation du dirigeant ne montrent, par contre, aucune différence significative, traduisant une relative égalité de performance. Enfin, l'accès aux infrastructures se démarque comme facteur crucial ($p < 0,001$) : les acteurs souffrant d'un très mauvais accès à l'électricité ou à Internet voient leurs scores fortement pénalisés, révélant combien les conditions structurelles influencent directement l'entrepreneuriat inclusif.

3.2. Relation entre l'entrepreneuriat inclusif et les composantes structurelles : fractures mondiales (FM), innovations inclusives (II), paradoxes structurels (PS) et gouvernance multi-acteurs (GOV)

Tableau 5. Résultats du modèle structurel LISREL (N = 1243)

Relation structurelle	Coefficient β	Erreur-type (SE)	t-value	Signification
Innovations inclusives (II) → EI	0,33	0,025	13,22	*** $p < 0,001$
Paradoxes structurels (PS) → EI	-0,13	0,025	-5,14	*** $p < 0,001$
Gouvernance multi-acteurs (GOV) → EI	0,26	0,022	11,84	*** $p < 0,001$
Fractures mondiales (FM) → EI	-0,49	0,040	-12,40	*** $p < 0,001$
Indicateurs globaux du modèle				Valeur

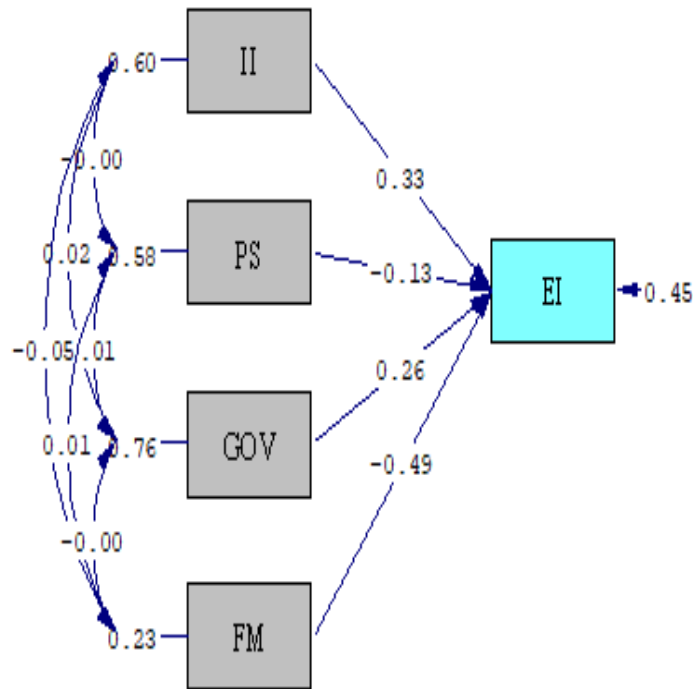
Variance expliquée (R ² de EI)	0,31
χ^2 (df = 0, p = 1,00)	0,00
RMSEA	0,000
CFI	1,000
GFI	1,000
SRMR	0,000

Source : Résultats de l'enquête issus de LISREL 8.80.

Le modèle structurel testé à l'aide de LISREL révèle des résultats particulièrement éclairants quant aux déterminants de l'entrepreneuriat inclusif (EI). Les coefficients mettent en évidence que les innovations inclusives exercent un effet positif substantiel ($\beta = 0,33$; $p < 0,001$), confirmant que l'intégration de solutions adaptées et accessibles renforce la capacité des individus à entreprendre au sein de contextes souvent contraints, en cohérence avec la vision schumpétérienne de l'innovation comme levier de transformation (Schumpeter, 1934/2008). La gouvernance multi-acteurs apparaît également déterminante ($\beta = 0,26$; $p < 0,001$), traduisant l'importance d'une coordination participative entre institutions publiques, secteur privé et société civile, ce qui rejoint les travaux d'Ostrom (2010) sur la gouvernance collective et l'inclusion durable. À l'inverse, les paradoxes structurels ($\beta = -0,13$; $p < 0,001$) traduisent les tensions institutionnelles qui freinent la dynamique inclusive, comme le soulignent Smith et Lewis (2011) à travers la théorie des paradoxes organisationnels. Plus encore, les fractures mondiales constituent le facteur le plus restrictif ($\beta = -0,49$; $p < 0,001$), confirmant les thèses de Stiglitz (2017) sur l'impact des inégalités globales dans les économies émergentes. Le modèle explique 31 % de la variance de l'EI, avec des indices d'ajustement parfaits (RMSEA = 0,000 ; CFI = 1,000), attestant de sa robustesse empirique (Hu & Bentler, 1999). Dans l'ensemble, les quatre variables expliquent 45 % de la variance de l'entrepreneuriat inclusif, ce qui constitue un niveau correct et témoigne de la solidité explicative du modèle.



Figure 7. Modèle structurel de l'entrepreneuriat inclusif (EI) et ses déterminants



Chi-Square=0.00, df=0, P-value=1.00000, RMSEA=0.000

3.3. Effet modérateur de la gouvernance multi-acteurs sur la relation entre fractures mondiales, innovations inclusives, paradoxes structurels et entrepreneuriat inclusif en RDC

Tableau 6. Effet modérateur de la gouvernance multi-acteurs sur les relations entre fractures mondiales, innovations inclusives, paradoxes structurels et entrepreneuriat inclusif en RDC

Relation modératrice	Estimateur (β)	Erreur-type (SE)	t-value	p
II \times GOV \rightarrow EI	0,21	0,065	3,23	0,001
PS \times GOV \rightarrow EI	-0,18	0,072	-2,50	0,013
FM \times GOV \rightarrow EI	-0,27	0,080	-3,38	0,001

Source : Résultats de l'enquête issus de LISREL 8.80 *** $p < 0,01$

L'analyse de l'effet modérateur de la gouvernance multi-acteurs révèle des dynamiques contrastées entre les déterminants étudiés et l'entrepreneuriat inclusif. Les résultats montrent que la gouvernance multi-acteurs renforce significativement l'effet positif des innovations inclusives sur l'entrepreneuriat inclusif ($\beta = 0,21$; $p = 0,001$). Autrement dit, la mise en place de mécanismes de gouvernance collaborative accroît la capacité des innovations à générer des opportunités entrepreneuriales plus équitables et durables. En revanche, cette gouvernance accentue l'impact négatif des paradoxes structurels ($\beta = -0,18$; $p = 0,013$), traduisant la difficulté de surmonter certaines contradictions institutionnelles malgré l'action concertée des parties

prenantes. De plus, elle amplifie l'effet délétère des fractures mondiales ($\beta = -0,27$; $p = 0,001$), ce qui indique que même avec une gouvernance partagée, les chocs globaux demeurent des contraintes majeures. Ces résultats soulignent l'importance d'une gouvernance adaptée, capable non seulement de valoriser l'innovation mais aussi de mitiger les vulnérabilités systémiques.

4. Discussion des résultats

La discussion menée permet de confronter les prédictions du cadre théorique aux résultats empiriques, afin d'apprécier la portée explicative du modèle et ses implications concrètes. Elle montre que l'entrepreneuriat inclusif en RDC résulte d'une articulation entre contraintes systémiques (fractures mondiales et paradoxes structurels et leviers (innovations inclusives et gouvernance multi-acteurs). Les estimations empiriques confirment largement cette architecture, tout en révélant des effets différentiels qui éclairent la manière dont ces forces s'exercent sur les PME du Nord-Kivu.

Les fractures mondiales apparaissent comme la barrière la plus lourde à l'émergence d'un entrepreneuriat inclusif, rejoignant les critiques de Stiglitz (2017) sur les effets inégalitaires d'une mondialisation dépourvue de régulations solides. Elles se traduisent dans les économies périphériques par des contraintes d'accès au financement, aux infrastructures et aux compétences (Naudé, 2010 ; Beck et al., 2011), renforcées en Afrique par l'exclusion numérique et financière qui pénalise particulièrement les jeunes et les femmes (Asongu & Odhiambo, 2020). Dans le cas du Nord-Kivu, la dépendance aux marchés extérieurs, la faiblesse des infrastructures et la connectivité limitée dessinent un environnement entrepreneurial contraint et vulnérable.

À l'inverse, les innovations inclusives confirment leur rôle de moteur d'inclusion. Prolongeant la perspective schumpétérienne (Schumpeter, 1934/2008), elles se manifestent par des solutions frugales et adaptées, comme le montrent George, McGahan et Prabhu (2012) ou encore Bhatti et al. (2018) avec l'essor du mobile money et des coopératives agricoles. Ces innovations créent des biens et services accessibles, favorisent la réduction des inégalités et incarnent la créativité organisationnelle décrite par Bhidé (2008). Dans une province comme le Nord-Kivu, elles représentent des vecteurs concrets d'inclusion, notamment dans les services et l'agro-transformation, en apportant des réponses locales à des contraintes structurelles fortes.

Les paradoxes structurels, quant à eux, exercent un effet restrictif sur l'entrepreneuriat inclusif. La coexistence de richesses abondantes et de pauvreté persistante, déjà décrite par Lewis (1954), trouve un écho particulier en RDC, où les filières minières et agricoles sont peu valorisées localement. Les institutions extractives (Acemoglu & Robinson, 2012) alimentent cette dynamique, transformant la richesse en rente plutôt qu'en développement inclusif. Les entreprises elles-mêmes sont prises dans ces contradictions, comme le soulignent Smith et Lewis (2011), devant concilier pressions de rentabilité immédiate et impératifs sociaux. Les résultats empiriques confirment que ces tensions freinent les initiatives inclusives dans un contexte institutionnel fragile.



La gouvernance multi-acteurs, en revanche, apparaît comme un déterminant crucial. Théorisée par Ostrom (2010) sous l'angle polycentrique, elle offre un cadre de résilience collective en favorisant la coopération entre État, société civile, secteur privé et partenaires internationaux. Des recommandations similaires émergent des travaux de l'OCDE (2019) pour rendre les politiques d'inclusion entrepreneuriale plus efficaces et légitimes. En Afrique, plusieurs études (Asongu & Odhiambo, 2020 ; Kyem & Asante, 2021) montrent que la qualité de la gouvernance conditionne les retombées positives des innovations numériques. Toutefois, comme le rappellent North (1990) et Folke et al. (2005), la gouvernance reste ambivalente : si elle peut soutenir les leviers d'innovation et d'inclusion, elle peut aussi révéler les limites du système lorsqu'elle est confrontée à des fractures et paradoxes persistants.

Dans l'ensemble, la confrontation des résultats avec la théorie confirme la robustesse du modèle : les fractures mondiales et les paradoxes structurels freinent l'inclusion, tandis que les innovations et la gouvernance en sont des moteurs. Mais cette dynamique n'est ni linéaire ni automatique. Elle dépend des conditions institutionnelles, organisationnelles et sociales qui permettent aux leviers d'exprimer leur plein potentiel. Sur le plan académique, cette conclusion invite à approfondir l'étude des interactions entre forces globales et dynamiques locales. Sur le plan pratique, elle suggère des politiques et interventions institutionnelles capables de renforcer les effets positifs des innovations et de la gouvernance, tout en atténuant l'impact des fractures et paradoxes qui pèsent sur l'avenir de l'entrepreneuriat inclusif en RDC.

Conclusion

Cet article a examiné comment les fractures mondiales, les innovations inclusives et les paradoxes structurels façonnent l'entrepreneuriat inclusif en RDC, et dans quelle mesure la gouvernance multi-acteurs module les effets. L'ensemble théorique mobilisé, puis l'analyse empirique conduite dans le Nord-Kivu, convergent vers une lecture nuancée : l'inclusion entrepreneuriale ne tient ni à une variable unique ni à une simple somme de facteurs, mais à une configuration dynamique où contraintes systémiques et leviers d'action s'entrecroisent en permanence. Trois enseignements se dégagent. D'abord, les fractures mondiales pèsent lourdement : les asymétries d'accès au financement, au numérique et aux compétences érigent des barrières d'entrée qui ne se résorbent pas spontanément et conditionnent les trajectoires des petites et moyennes entreprises. Ensuite, les innovations inclusives jouent un rôle moteur lorsqu'elles s'enracinent dans les besoins locaux et s'accompagnent de dispositifs qui en sécurisent l'usage ; les solutions frugales, les coopératives, les fintech et les modèles d'affaires ancrés dans les réseaux communautaires créent des opportunités tangibles de participation économique, surtout pour les publics historiquement marginalisés. Enfin, les paradoxes structurels continuent de tirer l'économie vers des équilibres sous-optimaux : la coexistence de richesses naturelles et de pauvreté, de potentiels innovants et de fragilité institutionnelle nourrit une volatilité qui fragilise les projets entrepreneuriaux et érode la confiance.

Au cœur de cette trame, la gouvernance multi-acteurs apparaît comme la pièce de liaison. Elle apporte un effet direct positif lorsqu'elle coordonne les règles, aligne

les incitations et ouvre des espaces de coopération entre l'État, le secteur privé, la société civile, les acteurs communautaires et les partenaires internationaux ; elle peut aussi jouer un rôle de catalyseur, amplifiant l'impact des innovations lorsqu'un cadre de régulation clair et prévisible est en place, que les infrastructures minimales sont disponibles et que des mécanismes de redevabilité existent. Mais la gouvernance n'est ni un remède universel ni un substitut aux réformes structurelles : dans les environnements où les fractures globales sont intenses et où les paradoxes institutionnels persistent, elle peut rendre plus visibles les limites du système et buter sur des goulots d'étranglement qu'elle ne contrôle pas. Ces constats invitent à une stratégie à double détente. Sur le plan des politiques publiques, la priorité est de réduire les frictions systémiques qui handicapent les petites entreprises en investissant dans l'énergie et la connectivité, en améliorant la qualité des services financiers, en soutenant les dispositifs d'accompagnement entrepreneurial et en renforçant la sécurité juridique des transactions. Sur le plan des écosystèmes, il s'agit d'encourager la co-construction de solutions avec les communautés et les organisations professionnelles, d'appuyer des coalitions territoriales capables de porter des projets d'infrastructure, de formation et d'innovation, et de diffuser des normes de transparence et de performance partagées par l'ensemble des parties prenantes ; une gouvernance efficace se reconnaît à sa capacité à articuler ces deux registres, structurel et opérationnel, sans sacrifier l'un à l'autre. Des actions ciblées peuvent accélérer les gains inclusifs : renforcer l'entrepreneuriat féminin et des jeunes par des instruments dédiés à l'accès au capital, des formations contextualisées et des passerelles vers les marchés ; accélérer l'adoption de technologies numériques utiles aux PME en sécurisant paiements, traçabilité et données ; valoriser localement les filières agricoles et minières par des investissements logistiques, des standards de qualité et des incitations à la transformation.

Comme toute recherche menée dans un contexte complexe, cette étude comporte des limites qui balisent de futures avancées. La focale territoriale sur le Nord-Kivu limite la généralisation immédiate à l'ensemble du pays, et la nature transversale des données ne permet pas d'observer les dynamiques temporelles ; la focalisation sur certains déterminants centraux, bien que justifiée théoriquement, a pu laisser de côté d'autres facteurs (dynamiques culturelles, rapports de genre, influence des réseaux diasporiques) qui mériteraient des investigations approfondies. Ces limites sont autant d'appels à la poursuite du programme scientifique esquissé ici : des études longitudinales et comparatives entre provinces, adossées à des approches mixtes combinant méthodes quantitatives et enquêtes qualitatives, permettront d'affiner les mécanismes, d'identifier les séquences d'activation des leviers et de préciser les conditions de transférabilité des solutions. Au total, l'entrepreneuriat inclusif en RDC apparaît comme une trajectoire possible, mais exigeante : elle requiert des réformes patientes, une ingénierie institutionnelle attentive et des innovations pragmatiques co-construites avec les acteurs de terrain. La valeur ajoutée de cet article tient à l'articulation qu'il propose entre un diagnostic des contraintes globales, une reconnaissance des capacités locales d'innovation et une réflexion exigeante sur les formes de gouvernance susceptibles d'aligner ces dimensions ; en rendant visibles à la fois les obstacles et les voies praticables, il offre un cadre de lecture et d'action pour les



décideurs publics, les investisseurs, les organisations de soutien et les entrepreneurs eux-mêmes. L'inclusion n'est pas un sous-produit automatique de la croissance, elle se fabrique : la RDC dispose des ressources humaines, sociales et créatives pour y parvenir, à condition de persévérer dans la construction d'institutions fiables, d'infrastructures utiles et de coalitions efficaces, capables de transformer les potentialités en opportunités partagées.

Références bibliographiques

- Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2012). *Why nations fail: The origins of power, prosperity, and poverty*. Crown. <https://whynationsfail.com>
- Asongu, S. A., & Odhiambo, N. M. (2020). Inclusive development in Africa: Benchmarking policy syndromes and governance. *International Journal of Social Economics*, 47(3), 285–309. <https://doi.org/10.1108/IJSE-07-2019-0444>
- Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Maksimovic, V. (2005). Financial and legal constraints to firm growth: Does firm size matter? *The Journal of Finance*, 60(1), 137–177. <https://doi.org/10.1111/j.1540-6261.2005.00727.x>
- Bhatti, Y. A., Basu, R. R., Barron, D., & Ventresca, M. (2018). Frugal innovation: Models, means, methods. *Cambridge Journal of Economics*, 42(2), 373–400. <https://doi.org/10.1093/cje/bex075>
- Bruton, G. D., Ahlstrom, D., & Obloj, K. (2008). Entrepreneurship in emerging economies: Where are we today and where should the research go in the future. *Entrepreneurship Theory and Practice*, 32(1), 1–14. <https://doi.org/10.1111/j.1540-6520.2007.00213.x>
- Bruton, G. D., Ketchen, D. J., & Ireland, R. D. (2015). Entrepreneurship as a solution to poverty. *Journal of Business Venturing*, 28(6), 683–689. <https://doi.org/10.1016/j.jbusvent.2013.05.002>
- Collier, P., & Goderis, B. (2007). Commodity prices, growth, and the natural resource curse: Reconciling a conundrum. *Oxford Economic Papers*, 59(4), 563–590. <https://doi.org/10.1093/oep/gpm031>
- George, G., Kotha, R., Parikh, P., Alnuaimi, T., & Bahaj, A. S. (2016). Social structure, reasonable gain, and entrepreneurship in Africa. *Strategic Management Journal*, 37(6), 1118–1131. <https://doi.org/10.1002/smj.2373>
- George, G., McGahan, A. M., & Prabhu, J. (2012). Innovation for inclusive growth: Towards a theoretical framework and a research agenda. *Journal of Management Studies*, 49(4), 661–683. <https://doi.org/10.1111/j.1467-6486.2012.01048.x>
- Kyem, P. A. K., & Asante, R. A. (2021). Digital governance and inclusive development in West Africa. *Information Technology for Development*, 27(3), 452–469. <https://doi.org/10.1080/02681102.2020.1824082>
- Léonard, E. (2019). Entrepreneuriat africain et économie informelle : entre innovation et survie. *Revue Tiers Monde*, 238(2), 37–56. <https://doi.org/10.3917/rtm.238.0037>
- Lewis, W. A. (1954). Economic development with unlimited supplies of labour. *The Manchester School*, 22(2), 139–191. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9957.1954.tb00021.x>
- Naudé, W. (2010). Entrepreneurship, developing countries, and development economics: New approaches and insights. *Small Business Economics*, 34(1), 1–12. <https://doi.org/10.1007/s11187-009-9198-2>
- Nzongola-Ntalaja, G. (2013). *The Congo: From Leopold to Kabila: A people's history*. London: Zed Books.

- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (2019). *Measuring the impact of social enterprises*. OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/9789264311155-en>
- Organisation des Nations Unies. (2015). *Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030*. New York, NY: ONU.
- Ostrom, E. (2010). Beyond markets and states: Polycentric governance of complex economic systems. *American Economic Review*, 100(3), 641–672. <https://doi.org/10.1257/aer.100.3.641>
- Ozili, P. K. (2018). Impact of digital finance on financial inclusion and stability. *Borsa Istanbul Review*, 18(4), 329–340. <https://doi.org/10.1016/j.bir.2017.12.003>
- Radjou, N., Prabhu, J., & Ahuja, S. (2012). *Jugaad innovation: Think frugal, be flexible, generate breakthrough growth*. San Francisco, CA: Jossey-Bass.
- Sarkar, S. (2021). *Entrepreneurship and innovation: Global insights from 24 leaders*. Cham: Springer.
- Schumpeter, J. A. (1934/2008). *The theory of economic development: An inquiry into profits, capital, credit, interest, and the business cycle*. New Brunswick, NJ: Transaction Publishers. (Ouvrage original publié en 1934).
- Stiglitz, J. E. (2017). *Globalization and its discontents revisited: Anti-globalization in the era of Trump*. New York: W.W. Norton & Company
- Van Beers, C., & Zwart, G. T. J. (2019). Cross-country patterns of inclusive innovation. *Innovation and Development*, 9(1), 1–19. <https://doi.org/10.1080/2157930X.2017.1380908>
- World Bank. (2020). *Doing Business 2020: Comparing business regulation in 190 economies*. Washington, DC: World Bank.
- World Bank. (2020). *Fintech regulation in Sub-Saharan Africa: Opportunities and challenges*. Washington, DC: World Bank.